

## **UNE HISTOIRE DE CHANGEMENT : COMMENT LE CRES A JOUE UN ROLE LEADER DANS LA DEFINITION DES POLITIQUES AGRICOLES AU SENEGAL DEPUIS 2009**

Abdoulaye Diagne, Directeur du Consortium pour la recherche économique et sociale

### a) la situation avant que commence le soutien du programme ITT

Lorsqu'un changement de régime politique intervenait en 2000, le Sénégal n'avait plus de politique agricole. Les politiques d'ajustement mises en œuvre les deux décennies précédentes étaient de fait abandonnées. Le document du Groupe de réflexion stratégique mis en place avec l'appui de la Banque mondiale à la fin des années 1990 n'a pas été validé par le Gouvernement. La négligence bénigne dont souffrait l'agriculture n'a pris fin qu'en 2008 à la suite de la flambée des prix alimentaires mondiaux. Les prix internes ont suivi la hausse. En réaction à cette situation, le Gouvernement a lancé la Grande Offensive pour l'Agriculture la Nourriture et l'Abondance. (GOANA). Si des objectifs ambitieux de production agricole ont été fixés, des ressources importantes mobilisées, aucun document de politique à proprement parler n'a été élaboré. D'où le sentiment largement partagé que les actions du Gouvernement manquaient de cohérence. C'est dans ce contexte que l'Union Africaine, dans le cadre du NEPAD, a lancé le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA). Elle a confié à la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) la mise en œuvre du PDAA dans sa région. Chaque pays membre devait élaborer un Plan National d'Investissement Agricole (PNIA). Le Gouvernement a fait appel au CRES pour l'appuyer.

### b) ce qui se passe actuellement (la manière dont sont utilisés les résultats de recherche)

L'apport du CRES est allé bien au-delà d'un simple soutien. Il a construit le modèle d'équilibre général calculable dynamique permettant d'estimer le volume d'investissements agricoles publics requis pour faire baisser de moitié le taux de pauvreté nationale, à l'horizon 2017. Il a élaboré aussi les cinq documents de synthèse (brochures) présentés par le Gouvernement du Sénégal à l'occasion du Business meeting organisé à Dakar en juin 2010 par la CEDEAO. Le PNIA/Sénégal aura été une réelle opportunité pour le CRES de faire accepter et appliquer les recommandations issues de son exercice de modélisation mais aussi de travaux antérieurs. Le CRES a reçu les félicitations officielles du ministre de l'Agriculture du Sénégal. Le Gouvernement a demandé aussi au CRES d'accompagner les quatre ministères du secteur de l'agriculture (agriculture, pêche, élevage et environnement) pour définir un Plan d'Investissement (PI) 2011-2015 qui traduise les options du PNIA/Sénégal en politiques, stratégies et projets. Avec la participation d'une vingtaine d'experts venant de ces départements ministériels et de celui de l'Economie et des Finances, le CRES a coordonné en 2010 l'élaboration du PI qui constitue actuellement le document officiel de politique agricole du pays. En fin 2010 le Gouvernement a demandé au CRES de mener une revue des dépenses agricoles du pays dont les conclusions devraient renforcer les politiques agricoles en cours d'exécution. Cet exercice, est encore une nouvelle opportunité pour le CRES de mobiliser l'ensemble des résultats des recherches menées par son département « Secteur rural » pour influencer les politiques agricoles nationales. Au total, le CRES a développé une capacité de recherche et la demande d'expertise par le Gouvernement et ses partenaires extérieurs a été une opportunité qu'il a su saisir.

c) quand le changement a eu lieu ;

Le changement a eu lieu lorsqu'une conjonction de chocs économiques et d'initiatives africaines ont amené le Gouvernement Sénégalais à définir une nouvelle politique et un nouveau programme agricole à partir de 2008.

d) pourquoi le changement a eu lieu (quelle était, selon vous, la cause du changement)

L'existence d'une demande d'expertise ne suffit pas. Celle-ci aurait pu être satisfaite, comme par le passé, par la Banque mondiale ou la Coopération française. Le changement n'a eu lieu que lorsque, à partir de 2009, le CRES a montré une réelle capacité à répondre à la demande des autorités nationales après avoir organisé en départements ses activités de recherche, mis en place une équipe de chercheurs pour son département « Secteur rural » et disposé d'une administration pouvant fournir à ces derniers tout l'accompagnement nécessaire à la conduite d'activités nombreuses impliquant un grand nombre d'acteurs. Le cadre de travail fourni par le CRES à ses chercheurs et aux experts de l'administration ainsi que les nombreux ateliers internes de renforcement des capacités des chercheurs ont été joués un rôle décisif dans la production des trois documents de politique.

e) si possible, comment le changement a eu lieu (les facteurs qui ont influencé le changement)

Les facteurs qui ont influencé le changement sont d'abord ceux ayant permis au CRES de se doter d'une expertise à la hauteur des requêtes du Gouvernement. Sans les ressources d'ITT, il n'aurait pu se réorganiser et disposer d'une administration capable d'accompagner efficacement les chercheurs. Ensuite, le changement d'attitude des chercheurs a permis aussi à l'institution de saisir l'opportunité qui s'est présentée. Son plan stratégique 2009-2012 a consacré un revirement majeur en faisant de l'influence de politiques la mission fondamentale du CRES. La demande d'expertise par l'Etat, les partenaires techniques et financiers et la société civile a été considérée comme une voie royale pour mobiliser les résultats de travaux antérieurs afin de répondre aux préoccupations des décideurs.

f) quels enseignements, selon vous, le programme global ITT pourrait tirer de l'histoire.

Les think tank peuvent effectivement influencer les politiques –voire jouer un rôle de premier plan dans leur définition comme l'a montré l'expérience du CRES dans le secteur de l'agriculture. Les voies par lesquelles ils y parviennent sont diverses. Cependant, une condition essentielle est la constitution d'une capacité de recherche permettant de saisir les opportunités quand elles se présentent. Les efforts visant à renforcer les capacités des ressources humaines mais aussi à améliorer les conditions de travail sont essentiels donc pour que les think tank accomplissent leur mission avec efficacité. Un domaine où le soutien d'ITT aux think tank pourrait mettre davantage l'accent est la création de pôles de prestations de services qui aident à la valorisation de leur expertise. Ce n'est pas seulement une source de revenus qui renforce l'autonomie financière mais un canal par lequel les think tank peuvent influencer directement les politiques.